



## Conseil d'administration

Séance du 8 juillet 2025

### Motion n°01-2025

#### **Motion relative à l'avenir des parcs nationaux, au projet de modification du statut des parcs nationaux français et notamment du Parc national du Mercantour**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-8, R.331-23 et suivants définissant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021, modifié par arrêtés préfectoraux des 7 février 2022 et 11 janvier 2023, portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration du Parc national du Mercantour, modifié par délibération du 13 mars 2020 ;

Considérant les éléments rapportés au présent conseil d'administration et notamment la volonté du Gouvernement de réduire le nombre d'opérateurs de l'Etat qui pourrait conduire à une fusion des 11 parcs nationaux dans l'Office français de la biodiversité ;

Considérant le courrier signé par les 11 présidents des conseils d'administration adressé à Madame la Ministre des Comptes publics, en date du 2 juin 2025, en annexe de la présente motion ;

Considérant le courrier de Monsieur Jean-Pierre GIRAN, en date du 10 février 2025, rapporteur de la loi de 2006 sur les parcs nationaux, à l'attention des inspecteurs chargés de la mission d'inspection générale de l'environnement et du développement durable, avec copie à Madame la Ministre de la transition écologique, en annexe de la présente motion ;

Considérant l'importance, l'efficacité et l'innovation prouvées de l'action du Parc national du Mercantour en matière de protection de la biodiversité et de l'accompagnement et maintien au développement d'activités respectueuses de l'environnement dans le territoire ;

Considérant que, le quorum n'ayant pas été atteint, le conseil d'administration a été reconvoqué dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;

#### **Après en avoir délibéré, le conseil d'administration du Parc national du Mercantour :**

**Article 1 :** Les membres du conseil d'administration (CA) considèrent que les établissements publics des parcs nationaux et en particulier le Parc national du Mercantour, constituent des entités administratives pertinentes pour la protection de nos territoires. Les résultats du Parc du Mercantour en particulier, et des autres parcs nationaux, à l'œuvre depuis 46 ans, sont reconnus unanimement au niveau local mais aussi national et international.

#### **Article 2 :**

Les membres du CA alertent le Gouvernement sur l'importance de maintenir le modèle de gouvernance des parcs et s'opposent à une éventuelle fusion ou modification qui les couperaient de leur ancrage territorial, conduirait à une recentralisation des décisions allant totalement à l'encontre de leur intérêt premier : être au plus près des acteurs locaux et des problématiques environnementales concrètes.

Ils considèrent qu'une absence de capacité de décision adaptée au contexte et politique locaux, notamment sur les objectifs, les moyens et les financements, fragiliserait l'équilibre de la charte et du contrat passé entre l'État, l'établissement public, les collectivités territoriales et le territoire.

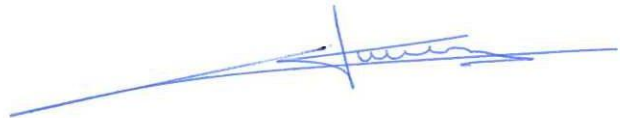
Les membres du CA rappellent que la mission de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) est arrivée à des conclusions similaires, actant le modèle actuel des parcs nationaux comme un outil efficace et parfaitement adapté aux politiques de préservation de l'environnement et de promotion du développement durable prônées par les Gouvernements successifs.

**Article 3** : Les membres du CA donnent mandat à Monsieur Charles Ange GINESY et aux élus des communes adhérentes du Parc national du Mercantour pour porter ces messages et mener toute action permettant de maintenir le modèle actuel des établissements publics des parcs nationaux.

**Cette motion est adoptée à 17 voix pour, 0 voix contre, 4 abstentions (représentants de l'Etat ou de ses opérateurs).**

A Tende, le 8 juillet 2025

Le président  
du conseil d'administration



**Charles Ange GINESY**



Le 2 juin 2025

A l'attention de Madame Amélie de Montchalin Ministre en charge des comptes publics

Ministère de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique

Madame la Ministre,

Informés de la volonté du gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2026 de *fusionner ou supprimer près de 30% de ses opérateurs, agences et organismes consultatifs afin de réduire la complexité et de renforcer l'action de l'Etat sur le terrain*, nous, Présidentes et Présidents des conseils d'administration des parcs nationaux, vous alertons sur l'enjeu de maintenir nos structures actuelles compte tenu de l'importance et la singularité des missions de nos établissements publics sous tutelle du Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Depuis plus de 60 ans, ces 11 établissements font la démonstration qu'il est possible de concilier protection de la nature et activités humaines en lien étroit avec les attentes locales tout en étant largement reconnus par l'ensemble des Français. Sur la scène internationale, ils sont aussi des acteurs incontournables des engagements de la France dans le cadre de l'accord de la COP15 de Kunming-Montréal pour mettre fin à la perte de la biodiversité. Leurs territoires, qui couvrent 8 % du territoire national et attirent près de 10 millions de visiteurs chaque année, contribuent aux engagements du Président de la République de placer 10% du territoire national sous protection forte avec une attention importante à maintenir des activités humaines compatibles avec une protection de la biodiversité. Avec plus de 25 000 km<sup>2</sup>, les cœurs terrestres des 11 parcs nationaux contribuent ainsi à placer 4% du territoire national sous protection forte.

Pour répondre aux critiques accusant les parcs nationaux d'être déconnectés des préoccupations de leur environnement institutionnel de proximité, la loi dite GIRAN de 2006 a renforcé la représentation des collectivités dans les conseils d'administration. Aujourd'hui, l'implication forte des élus, des habitants et des représentants de la vie économique et associative de chacun des territoires des parcs nationaux est essentiel à l'acceptabilité locale de la mise en œuvre des politiques environnementales nationales et amplifie très significativement les actions que chacun des établissements publics initie dans son aire d'influence.

Ce caractère atypique des parcs nationaux à la française, avec une vraie gouvernance partagée et pilotée localement, en font de véritables leviers de développement local et d'animation territoriale sur de nombreux champs d'intervention (biodiversité, agriculture, tourisme, éducation, planification et aménagement, architecture, énergies, eau, ...). Sur chacun de leurs territoires, ces établissements permettent de fédérer les financements nationaux et locaux qu'ils soient publics et privés; faisant de ces parcs des lieux d'expérimentations hors du commun en faveur de la transition écologique.

Les chartes signées par l'Etat avec les collectivités assurent une évaluation régulière des actions décidées en concertation et portées par les établissements publics des parcs nationaux. Ainsi, en 2024, cette dynamique territoriale s'est vue renforcée : de nouvelles communes ont adhéré à la charte de territoire des Parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes, les conseils d'administration des Parcs nationaux des Ecrins, des Calanques et du Mercantour ont acté le renouvellement de leur charte pour 15 ans. La participation des préfets, commissaires du gouvernement, aux conseils d'administration et le contrôle budgétaire régional garantissent, quant à eux, un contrôle étatique fin de l'activité des établissements.

Aujourd'hui, ce sont 400 communes engagées fortement aux cotés de l'Etat à travers ces chartes de territoire.

L'efficacité environnementale et économique de ce modèle de fonctionnement est mesurable dans les rapports annuels de chacun des établissements. Par ailleurs, le rapport de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable relatif à l'évaluation des moyens des onze établissements publics de parcs nationaux remis à la Ministre Agnès Pannier-Runacher en mars 2025 porte la conclusion selon laquelle les « parcs nationaux constituent un modèle sans équivalent en matière d'intégration des politiques publiques, qu'ils sont créateurs de valeurs socioéconomiques pour gérer des territoires exceptionnels qui sont des biens communs.[...] Les efforts de déconcentration et de territorialisation des politiques publiques militent pour conserver le statut actuel des EPPN ».

Aussi nous, Présidentes et Présidents des conseils d'administration des onze établissements publics des parcs nationaux, sommes fermement opposés à toute décision de suppression ou de fusion de nos établissements publics. Elle aurait pour conséquence de démobiliser les forces vives de chacun de nos territoires en les éloignant des centres de décisions. Dans nos territoires ruraux et excentrés, elle risquerait de générer le sentiment d'une confiscation de la maîtrise de leur développement. Au risque de perdre les actuels appuis financiers des collectivités locales (communes, Départements, Régions), alors que l'objectif d'aujourd'hui vise leur augmentation, et sans engendrer aucun gain économique ou d'efficacité de vos opérateurs publics.

Nous serions honorés de pouvoir illustrer davantage nos propos en vous accueillant au sein d'un Parc national. Nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Les Présidentes et Présidents des conseils d'administration des établissements publics des parcs nationaux.



Copie :

- Madame la Ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche
- Pôle Territoires du cabinet du Premier Ministre
- SG/MTE
- DGALN/DEB
- Mesdames et Messieurs les directeurs des établissements publics des parcs nationaux



Hyères-les-Palmiers, le 10/02/25

**Le Maire**  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**A l'attention des Inspecteurs chargés de la Mission d'inspection IGEDD  
Relative aux moyens des parcs nationaux**

**M. Hervé Parmentier**  
**Madame Marie-Laure Herault**  
**M. Stéphane Hocquet**  
**M. Olivier Robinet**

Tour Séquoia  
1 place carpeaux  
92800 PUTEAUX  
Herve.parmentier@developpement-durable.gouv.fr

Madame et Messieurs les Inspecteurs,

Dans le cadre de la mission d'inspection relative aux moyens des parcs nationaux que vous réalisez, je tenais à partager certaines préoccupations.

Comme vous devez le savoir, je suis à l'initiative de la loi sur les parcs nationaux votée en 2006. L'esprit de cette loi garde aujourd'hui toute sa pertinence puisque la gestion de la biodiversité ne peut se décorrérer des enjeux du territoire qui l'abrite. Penser accompagnement du développement durable est la condition *sine qua non* de la réussite de cette protection. Les critiques faites aux politiques écologistes ciblent exactement cette déconnexion. Les parcs nationaux, eux, ont réussi le virage de l'accompagnement territorial et ce qui fait leur succès depuis plus de 60 ans maintenant pour Port-Cros. Toute remise en cause de leur investissement tant géographique, qu'en termes de politiques publiques serait une condamnation de l'outil. Un tel recul ne pourrait être soutenu par les élus des territoires engagés aux côtés de l'Etat.

Les parcs nationaux sont les principaux vecteurs de la politique nationale en matière d'environnement et ils doivent le rester pour conserver leur valeur exemplaire et leur rôle moteur.

Par ailleurs, sur la question des moyens, celle-ci est à remettre en perspective de leur poids réels et de ce que cela rapporte aux territoires. Le déficit de moyen exprimé pour l'ensemble des parcs est de l'ordre de 6/8 millions d'euros (en moyenne 600ke par parc). Or, d'une part, les agences de l'eau qui financent le fonctionnement des parcs n'ont jamais autant collecté.



---

D'autre part, les parcs nationaux sont de formidables leviers de mobilisation de financement sur les territoires ; par exemple Port-Cros avec un euro de fonctionnement est capable de dégager un euro de ressources extérieures. Cependant, sans une capacité de financement de sa masse salariale, l'établissement est paralysé ; c'est qui est en train de se passer. De plus, il est estimé qu'un euro investi ici rapporte entre 10 et 100 euros au territoire, étude scientifique à l'appui. Ainsi l'investissement fait pour les parcs nationaux ne coûte pas en réalité mais il rapporte aux territoires, ce qui est absolument remarquable.

Cependant, cette capacité à lever des financements tient à leur autonomie financière et à l'attachement des acteurs du territoire. Une fusion dans une entité nationale quelle qu'elle soit amputerait les parcs des nationaux des partenariats locaux qu'ils sont capables de mobiliser. L'indépendance et l'autonomie financière est à préserver absolument. Elle garantit également le regain d'intérêt que les élus locaux ont manifesté depuis 2006 envers les parcs nationaux, parcs dont ils dénonçaient la dimension extraterritoriale quand ils étaient gérés depuis Paris. Ainsi la simplicité voudrait que la subvention de fonctionnement provenant des agences de l'eau soit simplement renforcée (et pour le parc national de Port-Cros que la dotation du conservatoire botanique qu'il abrite, le soit également). L'autre option serait de faire évoluer le statut juridique des parcs nationaux vers des structures type GIP ou Syndicats mixtes pour permettre aux collectivités, notamment la Région, de participer au financement du fonctionnement de leurs parcs nationaux. Je tiens à préciser que toute évolution type parc naturel marin ou parc naturel régional ne permettrait pas d'atteindre les mêmes objectifs et ne conviendrait donc pas aux parcs nationaux, les privant de visibilité et les mettant, de fait, hors des critères de l'union nationale de la nature.

Tels sont les points que nous souhaitons porter à votre connaissance, avec Madame Isabelle Monfort, Présidente du conseil d'administration du parc national de Port-Cros et du conservatoire botanique national méditerranéen.

Je vous prie de croire, Madame et Messieurs, à l'expression de mes salutations distinguées.



Jean-Pierre GIRAN

Copie

Madame la ministre de la transition écologique

Agnes Pannier-Runacher

Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard St Germain

75007 Paris

---